



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 11 juillet 2023

❖ Régional

Le plan de la CAE d'augmenter les recettes de la 4^{ème} tranche d'imposition fait face à des difficultés

La stratégie de l'Afrique de l'Est (CAE) visant à générer des recettes supplémentaires à partir des tarifs extérieurs communs (TEC) révisés est confrontée à des difficultés, les États partenaires cherchant à obtenir un traitement fiscal préférentiel, ce qui empêche la mise en œuvre de la structure tarifaire à quatre bandes. Pour rappel, la structure tarifaire à quatre bandes qui a pris effet le 1^{er} juillet 2022 comprend 0% de droits d'importation pour les matières premières et les biens d'équipement, 10% de droits d'importation pour les produits intermédiaires non disponibles dans la région, 25% de droits d'importation pour les produits intermédiaires disponibles dans la région, et 35% de droits sur les produits finis importés. Le TEC révisé devrait harmoniser les taxes sur les produits finis et sensibles afin d'éviter les demandes fréquentes d'exonérations fiscales et de suspension des applications par les États membres, qui ont été accusées de ralentir le commerce intrarégional.

❖ Burundi

Pas de brève cette semaine

❖ Comores

Pas de brève cette semaine

❖ Djibouti

Prêt de 79 MEUR de la BEI dans le secteur de l'eau et de l'assainissement à Djibouti

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a annoncé l'octroi d'un prêt à long terme (maturité de 25 ans) d'un montant de 79 MEUR au gouvernement de Djibouti pour le financement de plusieurs projets dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, dans le cadre de l'initiative *Global Gateway*. L'enveloppe permettra de financer l'extension de l'usine de dessalement de Doraleh, construite sur fonds européens (subvention de 72,5 MEUR de l'UE assortie d'une contribution djiboutienne de 5,5 MEUR) et exploitée depuis 2021 par le groupement Eiffage-Tedegua pour une durée de 5 ans. La 2^{ème} phase permettra de

(i) greffer une ferme solaire à l'usine pour assurer son alimentation en électricité ; (ii) doubler la capacité totale de l'usine (45 000 m³) et ainsi produire, à terme, 90 % de l'eau potable de Djibouti Ville. L'agrandissement de trois stations d'épuration situées dans les localités de Doraleh, Balbala et Douda font également partie des projets soutenus par la BEI.

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🍷 Ethiopie

La pénurie de devises oblige le gouvernement à envisager des solutions alternatives

Afin de pallier la pénurie structurelle de devises, le gouvernement éthiopien adopte et envisage de nombreuses mesures. Dans le secteur agricole, le gouvernement travaille sur une loi qui ouvrirait l'importation des engrais aux coopératives régionales et aux entreprises privées (*franco valuta imports*) – alors que celles-ci sont réservées à l'entreprise publique *Ethiopian Agricultural Business Corporation* depuis 2008. Dans le secteur des huiles alimentaires, le gouvernement signe des accords qui prévoient un paiement différé. C'est le cas de la société *Eteop Black General Trading Plc* qui permettra à l'entreprise publique *Ethiopian Industrial Inputs Development Enterprise* (EIIDE) d'acquérir 29 M de litres d'huile de tournesol (43 MUSD) avec une marge d'un an pour payer la totalité. Dans le secteur des transports, les banques centrales d'Éthiopie et du Nigéria ont échangé 100 MUSD de fonds bloqués dans le

cadre d'une grave pénurie de devises dans les deux pays. L'accord de change implique l'échange des revenus de *Ethiopian Airlines* au Nigéria et des revenus de *Dangote Cement* en Éthiopie, alors que les deux sociétés ne parvenaient pas à rapatrier leurs bénéfices respectifs.

Chute des recettes d'exportation éthiopiennes de 11,9 % en 2022/2023

Le ministère du Commerce et de l'Intégration Régionale éthiopien a fait état d'une baisse (-11,9%) des recettes d'exportation éthiopiennes sur l'année fiscale 2022/2023 passant de 4,1 Mds USD en 2021/2022 à 3,2 Mds USD cette année. Ces résultats en baisse s'expliqueraient par des exportations de café en berne, causées par une baisse depuis octobre des prix mondiaux (en particulier pour l'Arabica, -35 % par rapport à l'année précédente), une baisse de la demande mondiale ainsi qu'une hausse de la production brésilienne. Une sous-performance des exportations de Khat (4^{ème} poste d'exportation du pays en 2021/2022) est aussi rapportée (191 MUSD, -200 MUSD par rapport à l'année dernière), conséquence d'une hausse du commerce illicite. En 2022/2023, Les produits agricoles ont constitué le premier poste d'exportation, contribuant aux recettes d'exportation à hauteur de 2,5 Mds USD, l'industrie manufacturière et l'industrie minière ont, elles, atteint respectivement 370 MUSD et 206 MUSD (notons qu'en 2021/2022, les exportations d'or représentaient à elles seules 546,4 MUSD).

Kenya

Visite du président iranien au Kenya : 22 protocoles d'accord signés pour développer le commerce bilatéral

Mercredi 5 juillet, le président iranien et le président kenyan ont signé 22 protocoles d'accord en vue de renforcer le commerce bilatéral. Ces protocoles couvrent des secteurs tels que l'agriculture, l'élevage, la culture et le patrimoine, l'information, les TIC, la pêche, le logement, le développement urbain et métropolitain. La balance commerciale entre ces pays est en faveur du Kenya, avec des exportations principalement composées de thé, du café, des fruits, du poisson et des textiles vers l'Iran. Le Kenya importe en retour des produits chimiques, des carburants et des plastiques. En outre, dans le cadre de l'accord, l'Iran devrait créer à Nairobi un centre d'innovation et de technologie appelé *Iran House of Innovation and Technology*, qui accueillera les entreprises des deux pays.

Le gouvernement kenyan emprunte à des taux de plus en plus élevés sur le marché domestique

Le taux d'intérêt sur un bon du Trésor à un an a atteint 12,452% lors de la vente aux enchères de cette semaine, ce qui représente le taux le plus élevé depuis février 2016, après 12,25% la semaine passée. La tendance à la hausse constante depuis le début d'année reflète l'augmentation générale des taux, après que la CBK a relevé son taux directeur une nouvelle fois d'un point en juin, à 10,5%, son niveau le plus élevé depuis juillet 2016. L'adjudication de bons du Trésor du 6 juillet avait reçu des

offres totalisant 30,1 Mds KES, ce qui représentait une performance de 125,5%.

Les marchés financiers kenyans défient les manifestations politiques et enregistrent des gains

Les marchés financiers kenyans n'ont pas été affectés par les perturbations causées par les multiples manifestations politiques menées par le leader parti d'opposition Raila Odinga cette année. Le mercredi 12 juillet, lors de la dernière manifestation, le *Nairobi Securities Exchange (NSE)* a enregistré un gain de 10 Mds KES (environ 67 MEUR), après avoir enregistré un bond de 40 Mds KES (268 MEUR) en termes de capitalisation boursière le vendredi 7 juillet, lorsque la nouvelle série de manifestations a commencé. Au cours des manifestations précédentes, qui ont eu lieu cinq jours différents entre mars et mai, le marché a enregistré un gain net de 22 Mds KES (environ 147 MEUR). En revanche, le secteur privé a subi des pertes se chiffrant en milliards de shillings en raison des fermetures d'entreprises. La *Kenya Private sector Alliance (KEPSA)* estime que les fermetures d'entreprises par crainte de vandalisme et de vol entraînent des pertes de l'ordre de 3 Mds KES (20 MEUR) par jour. Pour rappel, les protestations politiques au Kenya découlent des élections présidentielles de 2022, le leader de l'opposition Raila Odinga, l'un des candidats à la présidence à l'époque, soutenant que W. Ruto aurait gagné de manière illégitime.

Madagascar

Le projet Ambatovy contribue aux recettes fiscales malgaches à hauteur de 39 MEUR en 2022

La compagnie minière d'Ambatovy (extraction de nickel et de cobalt) annonce avoir versé près de 198 Mds MGA soit 39 MEUR à titre de taxes, d'impôts et de redevances dans les caisses de l'Etat malgache en 2022, dont 11 MEUR au bénéfice des collectivités territoriales décentralisées. Elle contribue ainsi à elle seule à près de 5,5 % des recettes fiscales totales de l'année (3 608 Mds MGA soit 712 MEUR). Ambatovy annonce également avoir dépensé plus de 312 MUSD afin d'acquérir des biens et des services sur le marché local. Le FMI prévoit une hausse de 11 % de la valeur ajoutée du secteur extractif en 2023, après une croissance de 17,5 % en 2022. Les exportations minières de la Grande île pourraient quant à elles augmenter de 0,8 pt à 9,1 % du PIB en 2023.

🍷 Maurice

Lancement du cadre national sur la production d'électricité à partir de biomasse

Les autorités mauriciennes ont annoncé le lancement d'un cadre national sur la production d'électricité à partir de biomasse. Afin d'encourager les filières locales, déjà établie autour de la valorisation des sous-produits de l'industrie sucrière (paille de canne et bagasse), une rémunération de la matière première fixée à environ 0,7 €/kWh sera appliquée pour les agriculteurs vendant de la biomasse cannière ou forestière. Les enjeux de la conversion des centrales à charbon et l'encadrement des importations seront également pris en compte dans ce cadre. Cette stratégie inspirée des politiques menées à La Réunion vise à diminuer

rapidement la dépendance au charbon qui reste la première source d'énergie du pays (32 % du mix électrique).

🍷 Ouganda

L'UNICEF rappelle le besoin d'harmoniser la croissance démographique et les ressources disponibles

A l'occasion de la journée mondiale de la population le 11 juillet, l'UNICEF a rappelé le besoin d'harmoniser la croissance démographique avec les ressources disponibles en Ouganda. En effet, à la faveur d'une croissance démographique vigoureuse (3,1% en moyenne entre 2000 et 2018), l'Ouganda a vu sa population augmenter de 23,6 millions d'habitants (Mhab) en 2000 à 45,1 Mhab en 2021. La transition démographique en Ouganda devrait s'achever à la fin du siècle avec une population estimée à 132,0 Mhab en 2100, après 72,3 Mhab en 2040 et 100,6 Mhab en 2060. Cette forte croissance démographique est porteuse de défis majeurs : la perspective d'une éradication de la pauvreté s'éloigne ; la sécurité alimentaire pourrait se dégrader ; le coût de la fourniture des services essentiels augmentera significativement et l'augmentation de la densité de la population nécessitera des politiques d'urbanisation adéquates.

🍷 Rwanda

Pas de brève cette semaine

📍 Seychelles

La taxe touristique environnementale entrera en vigueur le 1^{er} août 2023

La taxe touristique environnementale, approuvée par le Conseil des ministres le 5 juillet, entrera en vigueur aux Seychelles le 1^{er} août 2023, avec une approche à trois niveaux. Le gouvernement a décidé de fixer le prélèvement à 25 SCR (2 EUR) pour les petits hôtels, 75 SCR (5 EUR) pour les hôtels de taille moyenne et 100 SCR (6 EUR) pour les grands hôtels. L'objectif est d'améliorer l'environnement dans lequel vivent les visiteurs et de privilégier les énergies renouvelables et cela nécessite des investissements. De la même façon qu'un établissement perçoit la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aujourd'hui, la taxe environnementale sera ajoutée sur la facture, sur la base du nombre de personnes et de nuits passées dans l'hôtel.

📍 Somalie

Pas de brève cette semaine

📍 Soudan

Sanctions britanniques contre des entreprises soudanaises liées aux belligérants

Le « *Foreign Office* » du Royaume-Uni a publié le 12 juillet un communiqué annonçant des sanctions contre six

entreprises associées aux deux belligérants du conflit : les « *Sudan Armed Forces* » (SAF) et la milice paramilitaire des RSF. La liste des 3 entreprises liées à l'armée comprend : le groupe « *Defence Industries Systems* » (DIS), principal financeur des SAF (200 entreprises et 2 MdsUSD de bénéfices par an selon le rapport) ; « *Sudan Master Technology* », branche économique et manufacturière des Forces armées soudanaises et « *Zadna International Company for Investment Limited* », une des trois plus grandes filiales de DIS. Du côté des RSF, le communiqué désigne également trois sociétés : Al-Junaid, le rapport précise qu'elle aurait fourni des dizaines de millions de dollars de soutien financier aux RSF ; « *GSK Advance Company Ltd* », qui serait impliquée dans l'achat de matériel pour le compte de cette milice et « *Tradive General Trading co* », fournisseur de véhicules équipés de mitrailleuses utilisés par les RSF.

📍 Soudan du Sud

Pas de brève cette semaine

📍 Tanzanie

Remaniement ministériel afin d'attirer plus d'investissements dans le pays

Dans un communiqué publié le 5 juillet 2023, la présidente Samia Suluhu Hassan a dissout le ministère de l'Investissement, de l'Industrie et du Commerce ainsi que le ministère des Finances et de la Planification et a créé un bureau chargé de la Planification et de l'Investissement ainsi que les deux ministères suivants : le ministère des Finances et le ministère de l'Industrie et du

Commerce. Dans le cadre de ces changements, l'ancien député d'Ubungu, le professeur Kitila Mkumbo, est nommé au poste de ministre d'Etat au sein du Bureau de la Présidente chargé de la Planification et de l'Investissement. Ce Bureau intervient en soutien à la politique du gouvernement pour attirer les investisseurs dans le pays. L'objectif affiché par la présidente est d'accroître les investissements et de renforcer la supervision et la protection des investisseurs dans le pays. Le ministre Mwigulu Nchemba conserve le portefeuille des Finances, tout comme la ministre Dr. Ashatu Kijaji, garde celui du ministère de l'Industrie et du Commerce.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET
frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE
julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA
suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS
rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international